

En action !

Rencontre avec le Président, et le Directeur Général des Services

#Action #CD08



Notre syndicat a rencontré le Président ce mardi 23 novembre. L'objectif était d'attirer l'attention du Président sur les points ci-dessous. Ces échanges, plus directs que lors des instances représentatives, permettent de sensibiliser davantage et faire remonter plus rapidement certaines difficultés dans les services et parfois d' avoir des réponses....

Musée Guerre et Paix :

- Les agents actuellement en accident de service, sont prêt à reprendre leur travail sitôt qu'un directeur sera nommé et qu'un coaching managérial sera mis en place. Ils ont sollicité la protection fonctionnelle qui leur a été accordé au bout de 4 mois !

Réponse de la collectivité : la nomination d'un directeur va rapidement aboutir, des entretiens sont en cours. Le prestataire pour l'accompagnement des équipes (coaching) est retenu et sera démarqué sera effective dès que le nouveau Directeur prendra son poste.

Les Collèges:

Les agents des collèges décentralisés en 2007 et qui ont intégré le CD, ne se sentent toujours pas considérés dans cette collectivité:

- Les ratios d'avancement de grade les moins élevés de tout le personnel CD
- Avec Le régime indemnitaire le moins élevé
- Les tickets resto longtemps au forfait sont depuis quelques années au réel.
- Et enfin les assistants de prévention des collèges qui ne toucheront pas la sujétion de 50€ avant 2022.

Nous avons évoqué ensuite l'état déplorable de certains collèges: Liart, Rrocroi et Bogny. Des collèges qui ne donnent pas envie d'entrer vue de l'extérieur. Problème des conditions de travail des agents, les dotations de fonctionnement versées par le CD passent en grandes parties dans le chauffage et l'électricité, il ne reste plus rien pour un éventuel renouvellement de matériel et la situation s'aggrave à vitesse grand V. comme nous avons pu le constater au collège de ROCROI et BOGNY rapporté en CHSCT.

Réponse de la Collectivité : La réponse est claire, le CD n'investira pas dans des collèges qu'il veut fermer. « *Nous voulons moderniser les collèges en construisant d'autres bâtiments mais nous retrouvons comme à chaque fois, l'opposition des élus et des parents d'élèves ! Faut-il laisser pourrir les collèges pour pouvoir en reconstruire d'autres ? Bâtimennt vétustes, fuites d'eau, inondations, le coût serait de 75 millions d'€ pour la remise en conformité ! Autant en bâtir d'autres plus modernes, plus adapté aux collégiens et au personnel. »*

Direction des Solidarités :

- **Missions PA-PH :** les agents des missions PA-PH CMCA et NAT ont adressé début octobre un courrier au Président afin de l'alerter sur les difficultés à exercer leur mission de service publique.

Réponse de la collectivité : le Président a validé le recrutement pour 6 mois d'un informaticien chargé notamment d'adapter l'outil SOLIS.

- **Fonctionnement de la CUT (Commission Unique Territoriale):** La généralisation de la CUT pose difficulté aux agents des MAADS et aux partenaires (formulaire papier de 9 pages incompatible avec SOLIS)

Réponse de la collectivité : l'expérimentation débutée il y a 3 ans sur le Territoire de Sedan ne sera finalement pas généralisée. La collectivité choisi de mettre en place une CUD commission Unique Départementale, chargée d'étudier les demandes de situations complexes et les recours. Les autres demandes relevant des critères déjà définis seront étudiés au niveau du territoire d'action sociale.

- **Cartes professionnelles :** Nous avons redemandé la délivrance ou réactualisation par l'employeur, de cartes professionnelles pour les travailleurs médico-sociaux.

Ces derniers mois ont montré l'importance voire la nécessité pour les professionnels de justifier de leur qualité :

1. Accès prioritaire a la vaccination
2. Délivrance gratuite de masques et d'auto-test
3. Accompagnement des usagers auprès des administrations, des banques....
4. Et plus généralement, faciliter l'instauration du lien de confiance auprès des bénéficiaires ou leur famille, lors des visites au domicile.

Certains professionnels présentent des cartes de 2009 ou antérieures, d'autres présentent une carte de visite, un bulletin de salaire....

Direction des Routes :

- Sans concertation, ni dialogue la nomination d'un **coordonnateur au TRA Nord** a entraîné un jeu de chaises musicales et des mobilités d'agents suscitant l'incompréhension. Ceux-ci se sont sentis humiliés, perdant confiance en leur hiérarchie !

Réponse de la collectivité : le Président est sensible au sentiment d'incompréhension, qu'ont ressenti les agents. Des explications entre les services de la Direction des Routes et la DRH ont permis d'apaiser les tensions et chaque agent concerné s'est vu proposé un poste correspondant ses fonctions et souhait géographique.

- La collectivité a supprimé deux postes **d'assistant routier**, lors du Comité Technique de mars dernier ; la CGT a voté **contre** ces suppressions :
- Un au TRA Nord
- Un au TRA Sud

Leurs missions sont indispensables : Assistant de prévention, Fourniture EPI, Encadrant équipe Ouvrage d'Art, Coordonne les commandes fournitures matériel entre les CER et le pôle atelier, Surveille les formations et recyclage (tenue des calendriers)

Remplace les chefs d'équipe lors des congés ou maladie. Les chefs de service appuient également le maintien de ces postes.

- Le volume des **ordures ménagères** sur le bord des routes départementales et aires de repos, ne cesse de progresser et mobilise les agents jusqu'à 2 jours par semaine pour collecter les déchets : pneus, TV, réfrigérateur.... Nous proposons, comme dans la Meuse la mise en place de panneaux d'information et/ou une communication ciblée via le magazine *Les Ardennes en Marche*

Réponse de la Collectivité : le président a pu constater la problématique sur la route Attigny-Charleville. Depuis que certains EPCI font payer différemment la collecte des déchets, ce genre de comportement s'amplifie. Une communication du CD08 sera dédiée à cette question prochainement.

- Centre d'Exploitation :
 - Concernant le sous-effectif dans les CE, l'exemple de Carignan est révélateur ; à effectif complet, il y a un agent pour 35 km, (la norme est de 28km). Nous avons déjà perdu 3 TRA, (6 techniciens, 6 secrétaires 10 centres, des dessinateurs et des agents des routes). Les effectifs manquent également au Pole Atelier (7 mécanos alors qu'il en faudrait le double).

- L'état de certains Centre en terme d'hygiène et sécurité ne sont plus acceptables (ex : pas de vestiaire à Chaumont-Porcien)

Réponse de la Collectivité : la demande de renfort dans certains centres va être étudiée....

- Le CER de Givet est maintenu, un Chef de Centre est en cours de recrutement, et des travaux seront entrepris pour remettre le bâtiment aux normes.
 - Le prochain CHSCT (16 décembre) sera en partie dédié aux Bâtiments des CE, qui ont été visité par l'ACFL.
 - Concernant les vols de matériels et de carburant qui se sont multipliés ces derniers mois (CER Sedan 6 vols), la collectivité sécurisera progressivement tous ses bâtiments (vidéosurveillance, alarme...)
 - Un Responsable du PARC sera recruté dans les semaines à venir, il devra recenser l'état du matériel, les moyens à mobiliser sur plusieurs années, proposer des solutions pour l'entretien des VL...
- **Tour de France 2022.** Le tour passera par REGNOWIEZ, CHARLEVILLE, SEDAN, or l'état des routes est déplorable, enrobé, accotements, signalisation, la liste est importante.

Réponse de la Collectivité : L'image du tour est importante, 2 heures de télévision sont programmées lors du passage du Tour. Les moyens financiers sont programmés pour faire les aménagements, pour la sécurité et pour développer l'image du département. 150 000€ sont prévus dans le budget signalisation.

- **Aérodrome :** une seule personne assure les astreintes sur site. Cet agent est donc en activité 7j/7 365j/an !

Réponse de la Collectivité : difficulté de recruter une autre personne avec toutes les habilitations nécessaires... il est donc envisager de fermer l'aérodrome une partie de l'année.

Charleville, le 4 octobre 2021

Les personnels de la Missions PA/PH
Charleville Centre-Ardennes

À

Monsieur le Président du Conseil
Départemental des Ardennes

Monsieur le Président,

Nous, personnels administratifs et travailleurs médico-sociaux du service PA/PH Centre-Ardennes, souhaitons vous interpeller sur nos difficultés grandissantes à assurer nos missions de service public.

Alertées depuis plusieurs mois, nos hiérarchies, en Territoires ou Directions Métiers ne semblent pas prendre en considération des difficultés maintes fois exprimées et n'apportent ni soutien, ni perspectives d'amélioration. Ce comportement accentue un sentiment nouveau de déclassement chez des professionnels expérimentés qui se sont pourtant toujours adaptés aux nombreuses réorganisations et modifications réglementaires.

Cette situation est la conséquence à la fois d'une dégradation réelle et mesurable de la qualité du service rendu aux plus fragiles et à des injonctions à répondre à des normes et procédures complexes et inadaptées.

Dans ce contexte, ce qui cimente des équipes de travail se détériore, entraînant démotivation, absentéisme, turn-over. A l'heure où la Direction tente d'évaluer les Risques Psycho-Sociaux dans la collectivité : les conflits de valeur et la perte de sens du travail vécues au quotidien représentent un risque pour les professionnels de la Mission.

Dégradation de la qualité : dans une société de plus en plus complexe, bouleversée par la transition démographique et une crise sanitaire hors norme, nous ne parvenons plus à apporter des réponses adaptées et des prises en charges efficaces aux personnes fragiles en perte d'autonomie, certaines missions ne sont plus assurées.

En 10 ans (2011-2021) et à moyen constant le nombre de dossiers APA Domicile et ASH a augmenté de plus de 30%, les demandes de PCH ont triplé (980

- 84 demandes APA initiales non instruites et hors délais réglementaires ;
- 188 usagers en attente d'une évaluation médico-sociale à domicile ;
- 175 notifications de décision en attente de rédaction ;
- Impossibilité de contrôler la bonne utilisation des sommes engagées (CESU, matériels) ;
- Faute de réévaluation régulière des aides en place, le volume et la complexité des situations prises en charge par la coordinatrice gérontologique ont progressé de 30% en 3 ans (16 suivis en 2017 - 51 en 2020) et de façon exponentielle ces derniers mois.

Procédures et outils inadaptés : l'introduction progressive du numérique dans le travail social et la gestion informatique des données, éloignent les professionnels des usagers et des partenaires et dégradent l'image de proximité et d'efficacité du Département. Les versions du logiciel métier SOLIS sont obsolètes et/ou inadaptées à la fois au travail social et à une gestion administrative efficace. Le temps et l'énergie mobilisés pour pallier les insuffisances de l'outil informatique se font au détriment des missions essentielles : accueil, contrôle d'effectivité, relation d'aide.

Nous vous savons attaché à un service public efficient ; pour cela, nous vous demandons Monsieur le Président, de mobiliser vos services, afin :

- D'adopter des fonctionnements moins mécanistes (simplification des procédures, adaptation des outils informatiques).
- D'adapter les moyens en Ressources Humaines aux besoins spécifiques des Territoires, à la transition démographique et au vieillissement de la population Ardennaise.

Veuillez croire, Monsieur le Président, en nos salutations respectueuses et dévouées.